



**RÉGION ACADÉMIQUE
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale Académique
des Achats de l'Etat (DRAAE)**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

-

**PRESTATIONS D'ORGANISATION ET COORDINATION DU SEMINAIRE
TNE POUR L'ACADEMIE D'AIX-MARSEILLE**

Version 1.0, février 2026

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Marché à procédure adaptée en application des articles
L2123-1-2° et R2123-1-3° du Code de la Commande Publique
(services sociaux et autres services spécifiques)

PERSONNE PUBLIQUE :

**M. LE RECTEUR DE LA REGION ACADEMIQUE PACA
RECTORAT DE L'ACADEMIE D'AIX MARSEILLE
PLACE LUCIEN PAYE
13621 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1**

Sommaire

CONTEXTE- OBJET DU DOCUMENT	4
ARTICLE I - LES ACTEURS DU CONTRAT	4
ARTICLE II - OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE III - PROCEDURE APPLICABLE.....	5
ARTICLE IV - FORME, ALLOTISSEMENT ET MONTANT.....	5
IV.1 Forme	5
IV.2 Allotissement.....	5
IV.3 Montant	5
IV.4 Option(s) / Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s) / Solution(s) alternative(s)	5
ARTICLE V - DUREE	5
ARTICLE VI - CLAUSE DE REEXAMEN	6
ARTICLE VII - LIEUX D'EXECUTION.....	6
ARTICLE VIII - DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE.....	6
ARTICLE IX - RESILIATION.....	7
ARTICLE X - LITIGES.....	7
ARTICLE XI - PRESTATIONS ATTENDUES	7
ARTICLE XII - NORMES/OBLIGATIONS	7
ARTICLE XIII - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
Protection de la main d'œuvre	8
ARTICLE XIV - DIMENSION ENVIRONNEMENTALE	8
XIV.1 Transports :	8
XIV.2 Produits consommables.....	8
XIV.3 Economie circulaire : produits issus du réemploi/réutilisation, contenant des matières recyclées :	9
XIV.4 Vaisselles	9
XIV.5 Emballages.....	9
XIV.6 Nappage et décoration.....	9
ARTICLE XV - LANCEMENT ET SUIVI DE MARCHE	9
XV.1 Réunion de lancement :	9
ARTICLE XVI - MODALITES DE COMMANDE	10
ARTICLE XVII - CONTROLES, ADMISSION, AJOURNEMENT, REJET DES PRESTATIONS	10
ARTICLE XVIII - DIFFICULTES FINANCIERES DU TITULAIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE.....	10
ARTICLE XIX - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE.....	10
XIX.1 Justificatifs sociaux	10
XIX.2 Assurance	11 10
ARTICLE XX - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	11
XX.1 Forme des prix	11
XX.2 Contenu des prix	11
ARTICLE XXI - DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET FACTURATION	11
XXI.1 Délai de paiement	11

XXI.2 Intérêts moratoires	11
XXI.3 Facturation	12
ARTICLE XXII - PENALITES	12
ARTICLE XXIII - AVANCE ET ACOMPTE(S)	13
XXIII.1 Avance :	13
XXIII.2 Acompte(s) :	13
ARTICLE XXIV - REDEVANCE TRAITEUR :	1413
ARTICLE XXV - RETENUE DE GARANTIE.....	14
ARTICLE XXVI - REGLEMENTATION	14
ARTICLE XXVII - RGPD	14
ARTICLE XXVIII - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	14

CONTEXTE- OBJET DU DOCUMENT

La Direction Régionale Académique du numérique Educatif en Provence Alpes Côte d'Azur (DRANE) organise un séminaire dédié au dispositif « Territoires Numériques Educatifs » (TNE) qui se tiendra le 06 mai 2026 à Aix en Provence (département 13).

Le présent marché permettra à la DRANE PACA d'externaliser ces prestations nécessaires pour le déroulement de ce séminaire dans les locaux du centre des congrès à Aix en Provence.

Le présent document constitue le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) relatif à la réalisation de prestations de service d'organisation et de coordination nécessaires au déroulement de cet événement pour l'académie d'Aix-Marseille.

Il a pour objectif de préciser les conditions dans lesquelles le titulaire réalise les prestations et services pour répondre aux besoins définis, conformément aux documents contractuels régissant le marché.

ARTICLE I - LES ACTEURS DU CONTRAT

L'académie d'Aix Marseille est la circonscription administrative de référence de l'Éducation nationale. Le recteur d'académie exerce dans l'académie les missions relatives au contenu et à l'organisation de l'action éducatrice et représente le ministre chargé de l'Éducation nationale au sein de l'académie et des départements qui la constituent (services déconcentrés de l'Etat).

Il est responsable de la totalité du service public de l'éducation dans l'académie, de la maternelle à l'université, et exerce aussi des compétences dans le domaine de l'enseignement privé sous contrat.

La DRA-NE (Direction Régionale Académique du Numérique Educatif) représente l'académie à l'échelon régional. Elle est chargée d'impulser et accompagner la transformation numérique, d'assurer la mise en œuvre du service public du numérique éducatif et de développer les expérimentations et assurer le lien avec la recherche.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est chargé de coordonner la passation du marché pour le compte de l'académie d'Aix Marseille. Il s'agit du Recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur dont l'académie d'Aix Marseille fait partie.

Le terme « **acheteur** » est ici mentionné au même titre que le terme pouvoir adjudicateur.

Le centre des congrès d'Aix en Provence : Lieu d'accueil du séminaire.

La société retenue est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché désignée dans le présent document sous l'appellation « **titulaire** ».

Le représentant du titulaire : Il soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le service bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire pour l'exécution du contrat. Il est chargé du suivi de l'exécution des prestations et notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire. La DRANE, Direction Régionale Académique du Numérique Educatif en PACA assurera ces missions.

Le « **bénéficiaire** » est la DRANE PACA qui pourra disposer des différentes prestations prévues dans ce marché.

ARTICLE II - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'organisation et de coordination pour le séminaire dédié au dispositif TNE (Territoires Numériques Educatifs) pour l'académie d'Aix-Marseille incluant :

- ✓ L'aménagement technique et scénique des espaces,
- ✓ L'impression et la mise en place de la signalétique
- ✓ La coordination logistique et technique de l'évènement ;
- ✓ La restauration des participants.

La description des prestations attendues figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE III - PROCEDURE APPLICABLE

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L2123-1-2° et R2123-1-3° du Code de la commande publique (services sociaux et autres services spécifiques).

ARTICLE IV - FORME, ALLOTISSEMENT ET MONTANT

IV.1 Forme

Le présent marché est un marché unique qui fixe toutes les stipulations contractuelles.

IV.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

L'acheteur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés eu égard aux difficultés techniques d'une dévolution séparée de ces prestations et aux conséquences probables sur leur coût financier.

IV.3 Montant

Le marché est conclu en euros. Son montant correspond à celui figurant sur l'annexe financière DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire).

IV.4 Option(s) / Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s) / Solution(s) alternative(s)

Néant.

Option au sens du droit communautaire : 0

Nombre de reconduction(s) annuelle(s) : 0

ARTICLE V - DUREE

Le marché est conclu à compter de la réception de sa notification pour une durée d'exécution couvrant l'ensemble des prestations (durée estimée à 1 mois). Son exécution s'effectue selon le calendrier proposé par le titulaire dans sa réponse à la mise en concurrence. La durée doit, en tout état de cause, permettre la tenue de l'évènement le 06 mai 2026, incluant l'ensemble des opérations de préparation, l'installation, puis le reprise du matériel à l'issue de l'évènement.

ARTICLE VI - CLAUSE DE REEXAMEN

En application des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique, le présent marché public pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- ✓ Mise à jour de l'annexe financière dans la limite de besoins exceptionnels non connus au moment de l'appel d'offres, du remplacement d'articles devenus obsolètes ou substituables par des articles similaires innovants.
- ✓ Article 25 du CCAG FCS 2021 relatif à une circonstance imprévisible dans sa nature ou son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché avec des conséquences financières. Le titulaire devra fournir un mémoire justifiant la situation ainsi que l'impact économique sur la marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre initial du marché. L'acheteur déterminera si une renégociation des prix ou des autres clauses financières du marché suite à ces nouvelles conditions économiques survenues depuis la conclusion du contrat rendues nécessaires par des circonstances qui ne pouvaient pas être prévues pourra être appliquée. Le cas échéant, cette modification strictement limitée dans son champ d'application et dans sa durée permettra au titulaire de poursuivre l'exécution du contrat.
- ✓ Validation, par les services idoines du rectorat des CV des personnes appelées à remplacer les exécutants désignés à la notification du marché.
- ✓ Modification de la clause de variation de prix en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché.
- ✓ Révision de la rémunération induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire qui étaient non prévisibles au moment de la réponse à l'appel d'offres et qui sont devenues indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes, normes environnementales... (imprévisibles et extérieures au titulaire) imposées par le droit national.
- ✓ Adaptations du marché rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues pendant l'utilisation.
- ✓ Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.
- ✓ Reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur.
- ✓ Prolongation du terme du marché dans les cas restreints d'un aléa imprévisible au moment du lancement de la procédure de type : aléa dans la procédure de relance du marché suivant, adhésion à un groupement d'achat à des dates différentes de l'échéance initiale.

Ces modifications feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, décision de poursuivre, ordre de service, marché complémentaire.

ARTICLE VII - LIEUX D'EXECUTION

Les prestations devront être exécutées au Centre de congrès à Aix en Provence (département 13).

ARTICLE VIII - DOCUMENTS REGISSANT LE MARCHE

Les documents contractuels régissant le présent marché sont énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1), incluant son annexe financière, signé par les deux parties et dont l'exemplaire original conservé par la région académique fait seul foi ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) régissant le marché dont l'exemplaire original conservé dans les locaux de la région académique fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS 2021) ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modificatifs ;
6. L'offre technique du titulaire (mémoire technique détaillé remis par le titulaire à l'appui de l'offre et complément éventuel).

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales ou particulières du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables à l'acheteur quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE IX - RESILIATION

Le marché peut être résilié selon :

- les dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G. FCS qui s'appliquent sans aucune autre disposition particulière ;
- les dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Conformément aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Quel que soit le motif invoqué, la résiliation du marché fera l'objet d'un décompte de liquidation arrêté par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire. Le montant versé au titre de ce décompte de liquidation ne pourra en aucun cas être supérieur au montant dû en cas d'exécution totale du marché.

ARTICLE X - LITIGES

Les litiges sont réglés par les lois et règlements du droit français. La région académique et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

Tribunal administratif de Marseille, 31 rue Jean-François Leca, 13002 Marseille, Tél. 04 91 13 48 13

Le dépôt d'une requête peut être réalisée via l'application Télérecours (www.telerecours.fr).

Les parties, région académique et titulaire, s'efforcent de régler à l'amiable leurs éventuels litiges relatifs à l'exécution du présent marché.

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010. Le comité consultatif compétent est le CCIRAL de Marseille.

CCIRAL de Marseille, Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur, Secrétariat général pour les affaires régionales, Place Félix-Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE Cedex 06, Tél. : 04.84.35.45.54

ARTICLE XI - PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE XII - NORMES/OBLIGATIONS

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes européens, nationaux ou locaux applicables aux prestations de la présente opération, et en particulier aux dispositions nationales et européennes régissant la fourniture de biens mobiliers.

Le fait de ne pas énumérer ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

La proposition du titulaire peut comporter des engagements supplémentaires.

ARTICLE XIII - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Protection de la main d'œuvre

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celle-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

ARTICLE XIV - DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

La région académique souhaite limiter l'impact sur l'environnement et s'est donc engagée dans une démarche d'achats publics durables.

La dimension environnementale est prise en compte dans :

- ✓ Les spécifications techniques des équipements et des prestations attendues ;
- ✓ Les conditions d'exécution du marché pour les points suivants ;
- ✓ Les critères environnementaux comme critères d'attribution (précisés dans le règlement de la consultation).

Le prestataire doit proposer une prestation la plus écoresponsable possible.

XIV.1 Transports :

Afin de réduire l'impact environnemental des prestations faisant l'objet de ce marché concernant les déplacements du titulaire sur le lieu d'exécution et les livraisons des fournitures, le titulaire est encouragé à privilégier des modes de transports durables (véhicules électriques, hybrides...) et à adopter des pratiques de conduites écoresponsable.

XIV.2 Produits consommables

Le prestataire devra :

- favoriser l'utilisation de produits locaux, de saison et/ou issus de l'agriculture biologique
- garantir la qualité, la fraîcheur et la traçabilité des produits,
- mettre en œuvre des solutions de réduction du gaspillage alimentaire et de gestion des déchets (tri sélectif, ustensiles recyclables ou biodégradables)

Pour l'ensemble des prestations, les prescriptions environnementales sont les suivantes :

- Le café, le thé et le sucre sont certifiés biologique ou issus du commerce équitable,
- Les déjeuners intègrent à minima 25 % (en valeur) de produits biologiques et/ou de produits de saison.

XIV.3 Economie circulaire : produits issus du réemploi/réutilisation, contenant des matières recyclées :

Les produits proposés par les candidats pourront :

- Être issus du réemploi (occasion) à condition qu'ils soient en bon état (totalement fonctionnels au niveau technique et sans dommages) ;
- Intégrer des matières recyclées.

La fourniture de produits d'occasion ou intégrant des matières recyclées est obligatoire et sera valorisée dans la notation des offres.

XIV.4 Vaisselles

Seule est admise l'utilisation de vaisselle composée de matériaux compostables ou recyclables ou de vaisselle composée de matériaux recyclés.

Pour servir l'eau, il doit être utilisé des bouteilles en verre, ou recourir quand cela est possible à d'autres solutions : carafes d'eau ou bonbonnes d'eau.

Les gobelets sont en carton recyclable.

Les serviettes sont en papier recyclés et/ou biodégradables.

XIV.5 Emballages

La région académique PACA encourage le titulaire à utiliser des emballages et contenants durables tels que :

- Des caisses réutilisables pour les livraisons
- Des emballages issus du réemploi et/ou à base de matières recyclées et biodégradables.

XIV.6 Nappage et décoration

Nappage : la matière première utilisée doit être conforme aux exigences suivantes : nappes en tissu OEKO-TEX 100 ou équivalent, ou recyclé ou en coton biologique ou issu du commerce équitable.

Décoration végétale : les décorations végétales sont traitées et entretenues sans pesticide.

ARTICLE XV - LANCEMENT ET SUIVI DE MARCHÉ

XV.1 Réunion de lancement :

Une réunion de lancement entre le Représentant du Pouvoir Adjudicateur, la DRANE et le titulaire pourra être organisée dans le mois qui suit la notification du marché à la demande de la Région académique. La planification de cette réunion se fera après entente entre les deux parties avec un préavis d'au moins cinq (5) jours ouvrés.

ARTICLE XVI - MODALITES DE COMMANDE

La réception de la notification du marché vaut commande de la totalité des prestations prévues.
Aucun bon de commande ne sera émis.

ARTICLE XVII - CONTROLES, ADMISSION, AJOURNEMENT, REJET DES PRESTATIONS

Le marché applique les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.
L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

ARTICLE XVIII - DIFFICULTES FINANCIERES DU TITULAIRE PENDANT L'EXECUTION DU MARCHE

Conformément à l'article L.2195-4 du code de la commande publique, tout changement de situation du titulaire doit être signalé sans délai au service achat de la région académique PACA. Si le titulaire est placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-12 de ce même code, l'acheteur peut résilier le marché pour ces motifs.

ARTICLE XIX - DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

XIX.1 Justificatifs sociaux

Conformément aux dispositions de l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire du présent marché doit fournir au service achat de la région académique PACA, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à R. 1221-12, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 ;
- l'extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an.

Le titulaire devra déposer ces pièces sur la plateforme mise gratuitement à disposition par le Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille à l'adresse suivante : ***[https:// e-attestation.com](https://e-attestation.com)***

Après mise en demeure restée infructueuse pour défaut de transmission de ces documents, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les justificatifs qui y sont énumérés.

XIX.2 Assurance

Le titulaire atteste qu'il est détenteur d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire continue à assurer les fournitures contre tous risques (vols, incendie, dégât des eaux, dommages de toute nature) jusqu'à l'admission de l'ensemble des prestations faisant l'objet de la commande.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du service achat de la région académique PACA, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

ARTICLE XX - DISPOSITIONS FINANCIERES

Le contrat est conclu en euros.

XX.1 Forme des prix

Les prix du marché sont forfaitaires.

Ils sont réputés avoir été établis à la date limite de dépôt des offres, compte tenu de tous les éléments susceptibles d'avoir influé sur leur montant jusqu'à cette date. Le candidat devra avoir pris la précaution, et ce dans un souci d'équité, de prendre en compte dans sa proposition les conditions de variations économiques prévisibles.

Les tarifs applicables seront basés sur les prix fixés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement, Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Les prix indiqués par le titulaire dans l'annexe financière lors de la passation du marché demeurent fermes durant toute la durée d'exécution du marché.

XX.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont définis dans l'annexe financière de l'Acte d'Engagement et comprennent **toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations prévues incluant** tous les frais généraux, impôts et taxes, et doivent assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise des offres.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché. Les montants sont assujettis à la TVA selon les taux et les règles en vigueur.

ARTICLE XXI - DELAI DE PAIEMENT, INTERETS MORATOIRES ET FACTURATION

XXI.1 Délai de paiement

Le règlement des factures est réalisé par virement bancaire et s'effectue dans les délais de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

XXI.2 Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus, des intérêts moratoires sont dus, de plein droit, dans le respect des dispositions des articles R.2192-31 à 2192-36 du Code de la commande publique.

XXI.3 Facturation

Le titulaire du marché devra impérativement utiliser le portail public de facturation mis à disposition des fournisseurs « Chorus Pro » <https://chorus-pro.gouv.fr> . Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi.

Informations nécessaires pour le dépôt des factures :

- Destinataire Etat : SIRET 11000201100044
- Code service exécutant : FAC0000006
- Numéro de l'engagement juridique : se référer au numéro qui sera transmis au préalable par l'acheteur.

Les prestations sont réglées au titulaire, par application des prix fixés dans l'annexe financière.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un seul original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché;
- la date de facturation ;
- la prestation concernée exactement définie notamment par la date et la nature et quantité de la ou des livraisons ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- sa domiciliation bancaire telle qu'il est précisé à l'acte d'engagement;
- le montant, en € HT et € TTC, de la prestation exécutée ;
- le taux de remise, le montant remis, en € HT et € TTC, de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur.

Elles devront permettre une vérification et un contrôle quantitatif et qualitatif conformément au marché, aux prix et conditions figurant dans la proposition financière détaillée dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

ARTICLE XXII - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être appliquées de deux façons :

- 1/ en déduction des factures du titulaire à venir
- 2/ par émission d'un titre de perception à l'encontre du titulaire

Par dérogation à l'article 14 du CCAG -FCS, les pénalités suivantes s'appliquent :

En cas de retard d'exécution, les pénalités forfaitaires suivantes pourront être appliquées :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	En cas de retard dans l'aménagement technique et scénique, le titulaire pourra encourir une pénalité de 1 000 €uros TTC
Pénalité pour retard	En cas de retard dans la mise en place des services boissons et buffets, le titulaire pourra encourir une pénalité de 500 €uros TTC par heure de retard.
Pénalité pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	En cas de non-respect des obligations de sécurité et de la protection de la santé issues de la réglementation et des règles spécifiques du contrat, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 500 €uros TTC par infraction constatée.
Pénalité pour non-respect de qualité	En cas de non-respect de gamme de produits, de niveau de prestation ou défaut de qualité, le titulaire pourra encourir une pénalité de 1 000 € TTC par défaut.
Pénalité pour absence de déclaration de sous-traitance	En cas d'absence de déclaration de sous-traitance constatée, une pénalité de 5 000 € TTC pourra être appliquée.
Pénalité pour défaut de nettoyage ou remise en état des lieux	Le titulaire pourra subir une pénalité de 500 €uros TTC pour défaut de nettoyage ou absence de remise en état des lieux.

Plafond des pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20 % de la valeur de la commande concernée. Le montant total cumulé des pénalités appliquées pourra dépasser 10% du montant total HT du marché.

ARTICLE XXIII - AVANCE ET ACOMPTE(S)

Les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique s'appliquent au présent marché.

XXIII.1 Avance :

Les dispositions des articles R. 2191-16 à R. 2191-18 du Code de la commande publique s'appliquent au présent accord-cadre qui s'exécute par bon de commande.

Dans le cadre de ce marché, les conditions cumulatives requises précisées à l'article R.2191-3 du Code de la Commande publique pour le versement d'une avance obligatoire n'étant pas remplies (notamment le délai d'exécution des prestations pour chacun des concours), aucune avance n'est prévue.

XXIII.2 Acompte(s) :

Les dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique s'appliquent au présent marché.

ARTICLE XXIV - REDEVANCE TRAITEUR :

Conformément aux conditions d'occupation du Centre des Congrès, il est rappelé que, au regard des usages et coutumes de la profession, le traiteur retenu est tenu de reverser au Centre des Congrès une redevance traiteur correspondant à 10 % du montant hors taxes de la facture établie entre le pouvoir adjudicateur et le traiteur.

Cet engagement, ainsi que le montant de la redevance, devront apparaître de manière explicite dans l'offre du candidat.

Le titulaire s'engage expressément à acquitter cette redevance auprès du Centre des Congrès, sans que celle-ci puisse être répercutée ou exigée auprès du pouvoir adjudicateur.

Cet engagement, ainsi que le montant de la redevance, devront apparaître de manière explicite dans l'offre du candidat.

ARTICLE XXV - RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE XXVI - REGLEMENTATION

Les prestations du titulaire doivent être conformes à l'ensemble des textes français et européens en vigueur. Le fait de ne pas énumérer les normes et règlements applicables ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître.

La proposition du titulaire peut comporter des engagements supplémentaires.

ARTICLE XXVII - RGPD

Ce marché donnant lieu à la collecte et au traitement de données personnelles, le titulaire et le(s) sous-traitant(s) éventuel(s) devront se conformer aux dispositions du Règlement Général pour la Protection des Données. En tant que responsable de traitement des données, le titulaire entreprendra toutes les démarches nécessaires à son exécution au regard de la législation applicable à l'établissement et à l'utilisation de fichiers contenant des données à caractère personnel.

ARTICLE XXVIII - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants de documents et des normes françaises homologuées ci-après :

✓	CCAP XXII Pénalités	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG-FCS
✓	CCAP XXII Pénalités	déroge à l'article	14 du CCAG-FCS
✓	CCAP XXII Pénalités	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG-FCS